



DE PASSAGE

Au cul les patries les frontières et les nations

Apériodique de critique sociale - Février 2019 - #0 - depassage.noblogs.org

Les yeux bandés, mon œil !

Le 13 décembre dernier au tribunal correctionnel de Gap, sept personnes ont été jugées coupables d'avoir « facilité l'entrée de personnes illégales sur le territoire français en bande organisée ». Les faits se sont déroulés pendant une manifestation qui a traversé la frontière alpine pour protester contre la militarisation et la présence des imbéciles de Génération Identitaire. Quelques dizaines de migrants ont pu traverser la frontière en sécurité avec le cortège des manifestants. Benoit, Théo, Bastien, Lisa et Eleonora ont été condamnés à 6 mois de prison avec sursis. Juan a été condamné à 12 mois de prison dont 4 fermes et Mathieu à 12 mois dont 4 fermes et 8 avec sursis avec mise à l'épreuve.

Le 10 janvier deux autres personnes, Pierre et Kévin ont été condamnés pour aide « à l'entrée irrégulière d'un étranger en France » à 3 et à 4 mois de prison avec sursis respectivement.

Rappelons ici que le 23 juin 2017 quatre personnes avaient déjà été jugées à Paris pour avoir participé à la lutte contre la machine à expulser après l'incendie du CRA de Vincennes en 2008. Ils ont été condamnés à des peines s'élevant jusqu'à 4 mois de prison avec sursis pour des tags et le refus du prélèvement d'ADN. Septs autres compagnons ne se sont pas publiquement prononcés après leur procès en appel le 2 novembre 2018 pour avoir participé à la même lutte.

Nos cœurs sont avec tous ceux et celles qui se battent contre les frontières et la société qui les réclame.



Thierry Vernet pour l'Usage du Monde

Frontière, n.f.

En ancien français, le mot désigne le front d'une armée, puis (1292) une place fortifiée faisant face à l'ennemi.

Depuis 1360, le mot désigne aussi la limite entre deux États. De nos jours, la frontière délimite toujours le côté de l'ennemi, elle est toujours gardée par l'armée, et elle se matérialise de manière aussi solide qu'il y a 800 ans.

Le passé n'est pas fini

Pour revenir sur les événements qui ont marqué la lutte contre la machine à expulser, de l'incendie du CRA de Vincennes en 2008 aux derniers procès de l'année dernière, mais aussi pour lire les analyses et prises de positions qui ont accompagné ces événements, on peut recommander le fascicule *Le vaisseau des morts a brûlé*, qui se trouve très facilement sur Internet. C'est important d'abord parce que si la période qu'il présente semble révolue, les réflexions et les récits d'actions sont loin d'être caducs, et toujours nécessaires (ceci n'est pas une bonne nouvelle). C'est important aussi parce qu'il est fondamental de replacer cette lutte non sur le terrain des chiffres et de l'émotion, mais dans le champ des batailles contre toutes les patries et toutes les cages. Pour que les actes et les mots se transmettent...

Et les horizons se firent assassins

Des hommes et des femmes sont détenus en France, aujourd'hui, privés de liberté, humiliés, violentés pour la très simple raison de n'avoir pas de papiers en règle. Des anthropologues extra-terrestres ne reviendraient pas d'une foi à ce point aveugle, de pratiques à ce point barbares, menées au nom de morceau de papier et de quelques milligrammes d'encre.

Mais ne feignons pas l'étonnement. Car les frontières sont vieilles comme l'État, et les centres de rétention - vieux comme Mitterrand*. Le soleil, n'ayant pas le choix, se lève sur le rien de nouveau. L'immense hécatombe au fond de la mer est devenu un fait si banal que même les journalistes ne se soucient plus de sommer leur bêtise pour en faire un fait-divers sensationnel. Après les vraies larmes, mêmes les larmes de crocodile ont cessé de couler. Cette catastrophe de la vie quotidienne est devenue la mince spécialité des pompiers humanitaires qui semblent être les seuls à s'en soucier. Des personnes étrangères dans ce beau pays, comme dans plusieurs autres, sont chassées, raflées, enfermées et expulsées depuis des années. On ne dit rien de nouveau lorsqu'on dit que le frontières tuent et qu'il est inhumain de garder les individus dans les cages. On dissipe tout simplement un peu doublé et d'indifférence...

Et on ne dit rien de nouveau non plus en rappelant que les frontières ne concernent pas seulement celles et ceux qui en sont les premières victimes. Les frontières sont aussi l'affaire de tous ceux qu'elles prétendent défendre. Et personne ne peut ignorer qu'admettre leur existence, c'est admettre que des humains vivent ou meurent en fonction du côté de la frontière où ils se trouvent. Personne ne peut ignorer la frénésie qui s'empare du monde, des barbelés de Hongrie au mur tant réclamé par le trépanant Trump. Personne n'ignore les miradors de Ceuta et les ports d'Europe fermés aux bateaux errants. Les frontières ne tuent pas par accident. Elles ne tuent pas par mégarde. Il ne s'agit pas là de dommages collatéraux. Elles tuent parce que c'est la fonction que les États et le capital leur assignent. Elles tuent parce que c'est ainsi que vivent les patries.

Depuis plus de deux semaines, des dizaines de

* Créés par le pouvoir de François Mitterrand en 1981, on compte aujourd'hui plus d'une vingtaine de CRA sur le territoire français. Plus de 45 000 personnes y sont enfermées chaque année.



Joyeuse année !

La loi Asile et Immigration est entrée en vigueur le 1er janvier en toute discrétion, grâce à un contexte fluo qui attire opportunément l'attention. Voici un florilège des nouvelles dispositions : réduction de 120 à 90 jours du délai pour déposer une demande d'asile, doublement à 90 jours de la durée max. d'enfermement en CRA, allongement à 24h de garde à vue pour vérification du droit au séjour, accompagnement des OQTF d'Interdiction de Retour sur le Territoire Français (IRTF) sous peine d'emprisonnement et/ou d'amendes (ça s'appelle « faciliter l'éloignement des ressortissants dont la demande a été rejetée » c'est joli non ?!), la remise en question du droit du sol en outre-mer... et pour que ce soit clair, un accès au territoire facilité pour les étudiants, chercheurs et « salariés d'entreprises innovantes » qui peuvent concourir à faire « rayonner la France ». Miam.



Félix Vallotton

retenus sont entrés en grève de la faim dans les centres de Vincennes (depuis le 3 janvier), du Mesnil-Amelot (8 janvier) et d'Oissel (près de Rouen) (11 janvier). Ces hommes et ces femmes ne sont ni des bêtes féroces, ni de pures victimes d'un système qui nous dépasse : ils sont aussi ce que leurs choix ont fait d'eux, ils sont aussi leurs pensées et leur fierté, ils sont ceux qui s'adressent à nous.

Leur appel coïncide avec la première impression de cette feuille. Nous avons voulu contribuer à faire entendre ce que ceux de l'intérieur nous disent (appel imprimé au dos). Que cet appel soit largement partagé !

Nous espérons par ailleurs contribuer à maintenir la question des frontières visible, urgente. Nous espérons aussi rappeler qu'elles n'existent que parce qu'il existe des patries, des États et des nations. La frontière est une ligne physique, l'écume des États et des capitaux, chiens de garde de leurs territoires. Une frontière en soi n'est rien. Elle n'est que le signe qu'une partie de la terre a été privatisée, réservée à certains humains au nom de leur lieu de naissance. Elle n'est qu'un prétexte à se sentir chez soi, bien au chaud dans sa propre nation, avec ses prétendus semblables.

Quant à nous, nous préférons choisir nos semblables. Selon les affinités, l'amour, selon nos accords et nos désaccords - et non pas en fonction des territoires désignés par « nos » maîtres.

Vous avez dans les mains le premier tirage. Il y aura malheureusement bien des raisons de tirer de prochains numéros. Qu'ils soient l'occasion de débattre, de mettre en commun, de mettre en lumière et de mettre en obscurité. Les contributions sont les bienvenues.

Mais pour l'heure, les retenus des CRA de Vincennes, du Mesnil-Amelot et d'Oissel-Rouen rappellent aussi que les frontières ne font pas que des morts : elles laissent aussi les vivants en sursis. Ces vivants sont là, dans les prisons, dans des squats et dans les rues, et ils, elles, peuvent s'opposer à la condition qui leur a été imposée. Si cette révolte nous parle, c'est à nous de jouer la partie pour laquelle résonne à l'intérieur et à l'extérieur des CRA jusqu'à ce qu'ils deviennent ce qu'ils devraient être : rien.

Le goût de l'âcre fruit qu'on appelle « patriote » - qu'il soit d'ici ou de là-bas ou d'ailleurs - me vaut la gingivite. Acre et vert fruit en effet, qui fait profession d'aimer « son » pays et par voie de conséquence n'aime pas le « vôtre »

Jean Malaquais
*Le nommé Louis Aragon
ou le patriote professionnel*

Le coin des affaires

Les frontières rapportent ! La bourse s'en mêle ! À chaque construction ou rénovation de CRA, sont lancés des appels d'offres sur des marchés publics. Y participent les multinationales françaises du BTP (Bâtiments et travaux publics) et leurs filiales. C'est ainsi que le groupe Bouygues a participé, à travers ses diverses succursales, à la construction ou à l'extension de près d'une quinzaine de CRA dans le cadre de partenariats « public-privé » (PPP). En contrepartie, l'État lui verse des loyers jusqu'à échéance des divers contrats de partenariat. Une fois le centre construit, la prise en charge de divers services liés à son fonctionnement (restauration, blanchisserie, entretien, etc.) permet aussi de générer du profit. Les aéroports, les compagnies d'aviation, de transport maritime ou de bus prennent également leur part du butin puisque, après la rétention, il faut assurer les reconduites à la frontière. Ces entreprises, qui sont toujours aussi des personnes en chair et en os, tout à fait conscientes des choix opérés, continuent à prospérer. Vous voulez des noms ? Veolia, Engie, AirFrance, Vinci, Onet, Sodexo... Ces mouches à merde fleurissent sur tout le territoire. Vous les voyez. Vous les touchez.

Infos en partie tirées de : Lydie Arbogast, *La détention des migrants dans l'Union européenne : un business florissant*

Communiqué de prisonniers du centre de rétention de Vincennes !

Nous sommes des retenus du centre de rétention administrative de Vincennes en banlieue parisienne.

Nous demandons la libération de tous les prisonniers, l'application de l'égalité entre tous le monde: On est comme tous le monde.

Aujourd'hui 3 janvier 2019, nous, 27 retenus du centre de rétention (du bâtiment 2A) se sont mis en grève de la faim pour demander la libération tout de suite de tout le monde.

Nous savons que d'autres enfermés dans au moins un autre bâtiment sont eux aussi en grève de la faim (il paraît au moins une quinzaine).

On a tous une histoire différente, qu'on soit travailleur, étudiant depuis peu en France ou vivant ici depuis presque 20 ans.. Et on a tous le droit de vivre ici, où on a nos attaches. Mais nous sommes enfermés dans ce centre de rétention.

Si on s'est mis aujourd'hui en grève de la faim c'est aussi pour dénoncer tout ce qui se passe dans cette prison.

Ces derniers jours il y a eu beaucoup de vols cachés et violents. Des anciens d'ici nous ont raconté qu'il y a plusieurs années la police, ici, était déjà violente.

Il y a eu des copains tabassés puis déportés en étant casqué, baillonné et scotché. Il y a eu des copains drogués qui se sont réveillés de retour dans un pays où ils ne connaissaient plus grand monde.

Les policiers ne respectent la loi que quand c'est contre nous, même quand légalement on devrait être libéré souvent le juge n'en a rien à foutre et la police te déporte quand même.

La police comme toujours elle s'en fout, et l'état français aide. Si l'état n'était pas d'accord et si les businessmen faisaient pas d'argent tout ça ne marcherait pas.

Ce centre de rétention, il est sale, les toilettes et les douches elles sont dégueulasse. La bouffe, elle est immonde.

Nous revendiquons:

- La libération de tous les prisonniers
- Etre respecté et traité dignement, on est pas des chiens.
- La fermeture de ce CRA, qui a des gros problèmes d'hygiène.
- Le respect de l'égalité entre tous le monde
- La fin des violences policières
- La fin des vols cachés et violents
- De la bonne nourriture
- Un véritable accès au soin

Si on s'est mis en grève de la faim, c'est parce que quand on est allé voir les assos pour se plaindre on nous a dit qu'y avait rien à faire.

Nous allons continuer notre grève demain et les prochains jours nous appelons un maximum de monde à nous soutenir dehors. On en a marre d'être traité comme des chiens!

Les retenus du bâtiment 2A

03/01/2019

Pour lire les appels des retenus des CRA de Vincennes, du Mesnil-Amelot et de Oissel (près de Rouen), pour connaître les dates des rendez-vous de soutien, et plus largement pour entendre la parole de l'intérieur et soutenir les luttes à l'extérieur des CRA, on peut aller voir le site À BAS LES CRA ! sur : <https://abaslescra.noblogs.org/>

Le prix du Mérite

*La vie est un effort
qui mériterait une meilleure cause.*

Karl Kraus

Il y a quelque chose d'indiciblement triste dans l'image d'un bateau perdu dans la mer n'arrivant pas à accoster. La chère image du départ : un voilier bercé par l'infini des vagues, en train de disparaître sur la ligne d'horizon... Mais dans ce monde de mensonges, il faut beaucoup doubler pour ignorer ce qui les attend : les bateaux qui ne sont bienvenus nulle part sont destinés à arriver à un endroit précis, au fond de la Méditerranée.



La nuit du 2 au 3 juin 2018 au large de l'île de Kerkennah en Tunisie, un de ces bateaux, en route pour Lampedusa, a sombré avec ses 180 passagers. Un tiers d'entre eux ont été secourus, les autres ont été déclarés disparus ou morts. Pendant que les scribes du Monde et d'autres cœurs sensibles démontraient leur éternel bon goût à s'indigner du « coût de l'immigration clandestine », dans la ville voisine d'El-Hamma, d'où venait une dizaine de jeunes du bateau, les gens sont sortis dans la rue et ont tenté de prendre d'assaut le district de la sécurité nationale à coups de cailloux et de pneus en flammes. Dans le même élan, à Tataouine, les manifestants ont exprimé leur colère en attribuant la responsabilité au pouvoir et en caillonnant un poste de la Garde nationale, pour ensuite y mettre le feu et détruire une partie des documents.

Il n'y a peut-être pas de réponse plus logique.

La question des frontières ne peut pas être réduite au sauvetage de ceux qui prennent le risque de les traverser. Les raisons de partir sont nombreuses, souvent évasives : fuir une guerre où l'on a rien à battre et personne à abattre ; s'échapper des famines minutieusement fabriquées par les « lois de l'économie » ; abandonner les révoltes massacrées par les autorités locales et par les commentateurs diplômés ; se sauver de l'étreinte mortifère de la famille ; chercher dans le vaste monde, enfin, quelqu'un à aimer, un rêve à poursuivre... Mais il y a aussi le fait d'être tout simplement éjecté de la société où l'on naît, quand la main qui jadis soignait et tuait ne fait plus que tuer.

Car si aujourd'hui, ici comme ailleurs, certains sont jetés par-dessus le bord, c'est que les rapports sociaux l'exigent. Fondée sur le constat que l'individu mérite son droit d'existence dans la mesure où il lui est utile, cette société n'a aucun scrupule à rejeter ceux et celles qui ne le sont pas – et encore moins ceux et celles qui refusent de suivre



cette logique. Il semble qu'il y en ait de plus humains que d'autres dans l'humanité.

Dans la société actuelle comme il y a un siècle à Ellis Island, un tel ne vaut que la quantité de travail qu'il peut vendre au patron, la somme de loyer à payer, le nombre de marchandises à acheter, l'ampleur d'exemple à montrer. Ce principe utilitariste est la boussole de toute politique publique depuis l'avènement du capitalisme industriel. Aux yeux de l'État, cette vaste administration de la rentabilité des êtres, tout le monde peut être utile, mais certains ne valent pas le coup d'être utilisés.

Les Yankees sont gens d'humour – au moins s'ils le font exprès. Ce sont surtout gens d'affaires. Ils ont besoin d'émigrants ; ils les appellent ; mais ils les pèsent, les examinent, les trient et jettent le déchet à la mer. J'entends qu'ils rembarquent de force, après les avoir détenus, ceux qui ne valent pas 25 dollars.

A New-York un homme vaut tant – valeur marchande, argent liquide, chèques en banque. Un tel vaut mille livres sterling ! Master Jackson, qui ne valait plus rien à la suite de fâcheuses faillites, s'est relevé d'un bon coup : il vaut maintenant cent mille dollars. La valeur n'attend que... le nombre de dollars. Un homme vaut tant ! Langage fleuri qui rappelle les jours fameux de la Traite. A présent il s'agit de traites – traites et lettres de change. Mais c'est toujours le marché. Un émigrant qui ne possède pas 25 dollars, 125 francs, est un suspect, un intrus, que la République idéale rejette pour cause de misère.

Zo d'Àxa, Ellis Island: L'Amérique hospitalière vu de derrière, 1902

C'est ce que veut dire Macron-Aliboron lorsqu'il déclare vouloir un traitement administratif, « dès la première minute » pour déterminer si une personne étrangère aura droit d'asile ou non. Ce que veulent dire les fascistes modérés lorsqu'ils se prononcent, à en briser le cœur, en faveur des « voies légales » de l'immigration – une chanson reprise par une partie de la gauche bien-pensante. Ce que veulent dire les rédacteurs de la loi Collomb (Asile et Immigration), portée par les députés Elise Fajgeles et Florent Boudié – parce qu'il faut attacher des noms aux meurtres par la plume – lorsqu'ils souhaitent faciliter l'accès au territoire pour les étudiants, les chercheurs, les novateurs et talentueux en tout genre. Cette dernière loi n'est qu'une « optimisation » particulièrement violente de l'énorme appareil de tri des êtres humains.

En cela, le sort réservé à celles et ceux qui tentent de franchir les frontières est une manifestation particulièrement grossière et assassine d'une injonction bien largement partagée : être utile à la société... Comme un mantra rabâché, à nonné par tous les

convaincus que la société-c'est-bien. Sans se demander de quelle société on parle, et surtout sans s'apercevoir que le « bien de la société » c'est souvent « les biens des sociétés », comprenez les revenus du capital.

Passons le jeu de mot, voyons ce qui est aujourd'hui considéré comme « utile » et ce qui ne l'est pas. Alors comme ça, il vaudrait mieux bosser pour EDF (et ses 58 centrales nucléaires), par exemple, qu'aller pointer au chômage ? Il vaudrait mieux bosser pour Vinci que l'empêcher de construire ses prisons ? Il vaudrait mieux se trimballer en uniforme de Robocop qu'accueillir « la misère du monde entier » ?

Il est assez facile de lister la nébuleuse d'institutions publiques, d'entreprises privées et d'associations qui se distinguent par leurs pratiques de sélection, d'exploitation des humains en général, et des sans-papiers en particulier. Les exposer et les empêcher de faire leur sale boulot sont des priorités criantes dans la situation catastrophique de nos jours.

Mais c'est une autre paire de manche que de traquer au quotidien tout ce qui contribue à faire de cette pensée de la rentabilité une petite évidence innocente. Glissant de penser à tous les interstices dans lesquels se niche cette question perverse : à quoi sert cette personne ? Nous tenons pour acquis que les patrons se posent la question. Voyons-nous encore comme elle se pose entre collègues ? Mesurons-nous à quel point elle joue dans les phénomènes de réseautage entre « militants » ? Pouvons-nous comprendre comme elle contribue à rendre invisibles les retenus des CRA et les naufragés en mer ? C'est cette pensée insidieuse qui glisse de partout et rend possible les dégueulasseries de ceux qui sont au pouvoir.

Ce n'est pas seulement par injonction d'un système surplombant et omniscient que de telles logiques sont mises en œuvre (et fermement!). Les boîtes privées et l'administration étatique sont composées d'humains bien en chair, qui ont simplement atteint un tel niveau de flegme intellectuel que perpétuer un massacre leur vaut non seulement l'indifférence mais souvent aussi la conviction de faire bien et juste. Il ne s'agit en l'occurrence que de faire son boulot. Ce sophisme pragmatique fait des ravages depuis des siècles et peut justifier à peu près tout : si l'on se permet de pourchasser les humains pour les garder en captivité et les expulser par la suite, c'est que tout le monde doit gagner sa vie – et selon ce système de valeurs, certains un peu plus que d'autres. Voilà un aboutissement du progrès de la Raison.

Si je me prononce en faveur de la liberté pour tous, avec ou sans papiers, c'est surtout par la conviction profonde que personne ne devrait gagner sa vie. La vie ne se gagne pas, elle se vit. Le problème, ce n'est pas qu'il n'y ait pas assez de place. Le problème sont ceux qui sont persuadés que des bouts de la terre leur appartiennent et qu'ils ont le droit d'en chasser les autres.

Les lecteurs sont bienvenus de contribuer à *De passage* s'ils partagent le constat que la question des frontières et des papiers fait partie de la question sociale, qu'elle découle des rapports sociaux administrés par l'État et cautionnés par la société actuelle.

Si vous partagez cette base commune, vous pouvez nous proposer des articles, des brèves, des images, de la poésie à publier dans le prochain numéro.

Si vous souhaitez diffuser *De passage* – au marché, dans une librairie, dans un kiosque ou dans la rue – n'hésitez pas à nous contacter.

depassage@canaglie.org